



Numéro PPQ/9405

mardi 10 mars 2015

Les grands titres:

- L'ONU célèbre les progrès réalisés pour améliorer la santé et le bien-être des femmes et des enfants
- Les violences basées sur le genre à l'école empêchent des millions d'enfants de réaliser pleinement leur potentiel, selon l'ONU
- L'ONU veut mobiliser davantage le secteur privé pour faire progresser l'égalité des sexes
- Afrique de l'Est : l'ONU réclame des actes après le regain d'attaques contre des personnes atteintes d'albinisme
- Le Sri Lanka a une opportunité historique d'arriver à la réconciliation, selon Jeffrey Feltman
- Mali : un expert de l'ONU appelle les parties à tout faire pour conclure une paix durable
- Syrie : chute de l'espérance de vie et risque d'effondrement économique, selon un rapport

L'ONU célèbre les progrès réalisés pour améliorer la santé et le bien-être des femmes et des enfants



10 mars - Depuis 2010, environ 2,4 millions de vies de femmes et d'enfants ont été sauvées dans 49 pays grâce à l'initiative « Chaque femme, chaque enfant » destinée à améliorer la santé des femmes et des enfants à travers le monde, selon un nouveau rapport présenté mardi par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon.

Le rapport cite un certain de progrès réalisés dans ces pays : la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant a augmenté de près de 200% ; la thérapie de réhydratation orale pour traiter la diarrhée chez l'enfant a augmenté de moitié ; l'allaitement exclusif a augmenté de près de moitié ; les soins postnataux pour les femmes ont augmenté de 25%.

« Je suis fier de ce qui a été réalisé », a déclaré le Secrétaire général lors d'une réunion de haut-niveau au siège de l'ONU à New York.

« Je suis heureux d'être ici pour examiner les progrès réalisés depuis le lancement de la stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants en septembre 2010 », a-t-il ajouté. « Je suis profondément attaché à cette cause personnellement et professionnellement ».

Il s'est félicité de la participation de plus de 300 organisations, qu'il s'agisse de gouvernements, de groupes universitaires, du secteur privé, d'organisations de la société civile, pour faire progresser la santé et le bien-être des femmes et des enfants.

« Ce qui a été déterminant dans ces efforts, c'est l'accent mis sur l'innovation, y compris en matière de financement, et en matière de comptes à rendre concernant les ressources et les résultats », a-t-il souligné.

Selon le Secrétaire général, « il faut maintenant maintenir et développer cette dynamique, achever les Objectifs du Millénaire pour le développement sur la santé qui n'ont pas été atteints, mettre fin à la tragédie choquante des morts



évitables et investir dans l'avenir des femmes, des enfants et des adolescents ».

« De nombreux dirigeants travaillent déjà dur sur ces questions et comprennent que si nous travaillons ensemble nous pouvons faire davantage, plus vite et mieux », a-t-il ajouté. « Nous devons aussi aller au-delà du secteur de la santé et collaborer avec ceux qui travaillent sur l'éducation, l'autonomisation des femmes, l'énergie, la nutrition, l'eau et l'assainissement. Et nous devons chercher de nouvelles façons d'atteindre les personnes les plus vulnérables et difficiles à atteindre, en particulier dans les situations de conflit, et celles ayant des besoins humanitaires ».

Les violences basées sur le genre à l'école empêchent des millions d'enfants de réaliser pleinement leur potentiel, selon l'ONU



10 mars - Les violences de genre en milieu scolaire ont un impact négatif sur l'éducation de millions d'enfants dans le monde, d'après le document rendu public mardi devant la Commission de la condition de la femme par le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous (EPT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI).

« Au cours des 20 années écoulées depuis l'adoption de la Déclaration de Beijing sur l'autonomisation des femmes, nous avons constaté une augmentation des activités visant à mettre fin aux violences de genre ainsi qu'une hausse de l'intérêt porté à ce problème. Mais à l'école et alentour, le phénomène est resté en grande partie invisible », explique Nora Fyles, responsable du Secrétariat de l'UNGEI.

« L'élimination des violences de genre en milieu scolaire ne saurait être laissée au hasard. Si l'on veut instaurer une éducation inclusive et de qualité pour tous, les gouvernements nationaux doivent faire davantage d'efforts pour protéger les enfants et poursuivre les auteurs de ces actes, en coopérant avec la société civile et d'autres partenaires du développement », ajoute-t-elle.

Les violences de genre en milieu scolaire, qui comprennent le harcèlement verbal ou sexuel, les violences sexuelles, les châtiments corporels et les brimades, peuvent être une cause d'absentéisme, de mauvais résultats, de décrochage scolaire, de faible estime de soi, de dépression, de grossesse et de contraction d'infections sexuellement transmissibles telles que le VIH, conséquences toutes néfastes pour l'apprentissage et le bien-être.

Cependant, l'ampleur et l'impact véritables du phénomène ne sont toujours pas connus, faute d'éléments. Il faut donc recueillir des informations plus solides et plus abondantes, réaliser des études comparées et mettre en place des approches comparatives de la collecte de données.

« Il est évident que les violences de genre en milieu scolaire créent un cadre d'apprentissage dangereux pour les enfants dans le monde, en particulier pour les adolescentes », déclare Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO. « L'école doit être un refuge pour les jeunes, notamment dans les pays marginalisés et touchés par un conflit. Il est capital que la communauté internationale travaille de concert pour faire en sorte d'améliorer la qualité de la recherche, afin de comprendre l'ampleur et l'envergure du phénomène et d'élaborer des politiques visant à l'éliminer après 2015. »

Les études donnent à penser que les adolescentes sont particulièrement vulnérables aux violences, au harcèlement et à l'exploitation sexuels, y compris en milieu scolaire. Des données indiquent que dans les pays à revenu faible et intermédiaire, 10% des adolescentes ont signalé un rapport sexuel ou d'autres actes sexuels forcés au cours de l'année précédente. En Afrique du Sud, une enquête nationale a montré que dans l'enseignement secondaire, près de 8% des filles ont été victimes d'une agression sexuelle grave ou d'un viol à l'école.

Les violences de genre en milieu scolaire ne touchent pas uniquement les pays à revenu faible. C'est un phénomène mondial. Une étude réalisée aux Pays-Bas a ainsi révélé que 27% des élèves avaient subi un harcèlement sexuel de la part d'un membre du personnel de l'école.

Bien que les études sur les violences sexuelles laissent apparaître une plus grande prévalence chez les filles, de nouveaux travaux montrent que les garçons aussi sont exposés aux violences de genre en milieu scolaire.

Les brimades font partie des formes de violence à l'école les plus documentées. On estime que chaque année, 246 millions de garçons et de filles sont victimes de violences verbales.

La pauvreté chronique, les conflits et les crises, l'instabilité des conditions de vie et la discrimination due à l'orientation sexuelle, au handicap ou à l'appartenance ethnique sont des facteurs qui amplifient le risque de violences de genre en milieu scolaire.

« Nous savons que les violences de genre en milieu scolaire ont une incidence sur la santé et le bien-être des enfants, ainsi que sur la fréquentation scolaire, l'apprentissage et l'achèvement des études », déclare Aaron Benavot, Directeur du Rapport mondial de suivi sur l'EPT. « La résolution de ce problème permettra d'augmenter l'assiduité et d'améliorer la qualité de l'éducation et les résultats d'apprentissage des enfants. Cela doit constituer un élément essentiel du programme pour l'après-2015. »

Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT, l'UNESCO et l'UNGEI appellent les gouvernements nationaux à intégrer des mécanismes de prévention, de protection et d'obligation redditionnelle relatifs aux violences de genre en milieu scolaire dans leurs politiques et plans d'action nationaux.

Ils recommandent également d'améliorer la recherche et le suivi pour dresser un tableau complet de la prévalence de ces violences, de leur impact sur l'éducation des enfants et des facteurs de risque dans des pays et des contextes différents.

Ils appellent aussi les enseignants, les professionnels de santé, les services de police, les communautés locales, les chefs religieux et les organisations de la société civile à collaborer, aux niveaux local et national, pour mettre en œuvre des programmes luttant efficacement contre ce phénomène.

Enfin, ils appellent à reconnaître clairement l'élimination des violences de genre en milieu scolaire comme un élément essentiel de l'instauration de l'égalité dans l'éducation au titre de l'objectif de développement durable de l'après-2015 relatif à l'éducation.

L'ONU veut mobiliser davantage le secteur privé pour faire progresser l'égalité des sexes



10 mars - A l'occasion d'une manifestation sur l'autonomisation des femmes au siège des Nations Unies à New York, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a estimé mardi qu'il fallait mobiliser davantage d'entreprises du secteur privé pour faire progresser l'égalité des sexes.

« Lorsque j'ai lancé les Principes d'autonomisation des femmes en 2010, notre ambition était de développer des contacts étroits avec les entreprises pour faire progresser l'égalité des sexes et le développement durable », a dit M. Ban dans un discours devant les

participants de cette manifestation.

« Au cours des cinq dernières années, nous avons atteint près de 1.000 entreprises, et chacune a pris un engagement au plus haut niveau de mettre en œuvre les sept Principes directeurs », a-t-elle ajouté. « Alors que nous examinons les conclusions de Beijing vingt ans après et que nous nous préparons à mettre en œuvre les objectifs de développement durable qui nous guideront pour les 15 prochaines années, jusqu'en 2030, il est extrêmement positif de voir autant de chefs d'entreprise déterminés à travailler avec nous ».

Parmi les autres participants de cette manifestation, en marge de la session annuelle de la Commission de la condition de la femme, il y avait notamment la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, l'Envoyée spéciale des

Nations Unies pour les changements climatiques, Mary Robinson, et l'ancienne Secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton.

« Nous vivons dans une période difficile, qui comporte des risques, mais est aussi pleine de possibilités. L'un des grands risques est de ne pas arriver à l'égalité des sexes ou de ne pas entretenir le potentiel des femmes », a souligné le Secrétaire général de l'ONU. « L'autonomisation des femmes a un puissant effet multiplicateur sur le développement durable ».

« Éliminer les obstacles qui maintiennent les femmes et les filles à la marge de la vie économique, sociale, culturelle et politique doit être une priorité absolue pour nous tous - les entreprises, les gouvernements, les Nations Unies et la société civile », a-t-il ajouté.

Selon Ban Ki-moon, pour arriver à un changement véritablement transformateur, il faut élargir les Principes d'autonomisation des femmes « en un mouvement qui implique des milliers d'entreprises ».

« Je demande votre aide pour prendre contact avec les entreprises dans vos réseaux », a-t-il dit. « Pour ceux d'entre vous qui ont déjà souscrit aux principes, je vous demande de redoubler vos efforts. Transparence et responsabilité sont des domaines où nous devons faire des progrès »

Il s'est dit heureux d'apprendre que le Pacte mondial de l'ONU demande désormais aux entreprises d'inclure des critères d'égalité des sexes dans leur rapport annuel sur le développement durable.

Afrique de l'Est : l'ONU réclame des actes après le regain d'attaques contre des personnes atteintes d'albinisme



10 mars - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Zeid Ra'ad Al Hussein, a fait part mardi de son sentiment de révolte face à la hausse récente du nombre d'attaques violentes contre des personnes atteintes d'albinisme dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est et a appelé à lutter contre l'impunité.

Au cours des six derniers mois, au moins 15 personnes atteintes d'albinisme ont été enlevées, blessées, tuées ou victimes d'une tentative d'enlèvement, avec trois incidents au cours de la seule semaine dernière.

« Ces attaques sont souvent extraordinairement vicieuses, les enfants étant plus particulièrement pris pour cible », a souligné le Haut-Commissaire. « Par conséquent, de nombreuses personnes atteintes d'albinisme vivent dans la terreur. Certaines n'osent plus s'aventurer à l'extérieur et les enfants atteints d'albinisme ont arrêté d'aller à l'école en raison de cette augmentation récente des agressions, des meurtres et des enlèvements ».

Rien qu'au Malawi, au moins six incidents ont été rapportés au cours des dix premières semaines de l'année, alors que quatre incidents avaient été enregistrés au cours des deux années précédentes. A Machinga, district situé dans le sud du pays et où ont eu lieu plusieurs enlèvements et meurtres, des groupes d'hommes rôderaient à la recherche de personnes atteintes d'albinisme.

Dans la nuit du 3 au 4 mars, une jeune fille de 14 ans a été enlevée par deux hommes dans le village de Kalombo, dans le district de Machinga, mais est parvenue à s'échapper. La nuit suivante, un petit garçon de deux ans du nom de Chakupatsa Stanely aurait aussi été kidnappé dans un autre village de Machinga nommé Murukhu. Après l'appel à l'aide lancé par la mère de l'enfant, l'un des ravisseurs a été capturé, mais les deux autres se sont échappés et pourraient avoir traversé la frontière mozambicaine. L'enfant a pu rejoindre sa famille.

La situation s'est également détériorée en Tanzanie. Samedi 7 mars, un enfant de 6 ans, a été attaqué alors qu'il se trouvait à son domicile situé dans le village de Kiseta, dans le district de Sumbawanga. Ses agresseurs ont pris la fuite après avoir coupé sa main droite avec une machette. Baraka et sa mère, qui souffre de blessures graves à la tête, se trouvent tous deux à l'hôpital. La police a envoyé les deux autres enfants de la fratrie, qui sont aussi atteints d'albinisme, dans un endroit sûr et

arrêté sept suspects, dont le père de l'enfant.

Depuis le mois de janvier, deux autres incidents ont été rapportés, dont une tentative de kidnapping d'un enfant de 4 ans et le meurtre horrible d'un bébé d'un an, Yohana Bahati, kidnappé à son domicile le 17 février et retrouvé assassiné, les bras et les jambes coupés, a déclaré le Haut-Commissaire.

Un total de huit attaques ont été signalées en Tanzanie depuis août 2014. Au cours de celles-ci, deux personnes atteintes d'albinisme ont été tuées, une kidnappée et portée disparue, deux gravement blessées et amputées de parties de leurs corps par leurs agresseurs, une victime de viol collectif et deux victimes d'enlèvements avortés.

Le Haut-Commissaire a insisté sur l'importance de lutter contre l'impunité pour les crimes contre les personnes atteintes d'albinisme. « L'interdiction de la sorcellerie imposée par les autorités tanzaniennes en janvier dernier est un pas dans la bonne direction, tout comme la condamnation de quatre personnes pour le meurtre d'une femme atteinte d'albinisme en 2008 en Tanzanie », a-t-il déclaré. « Toutefois, je suis préoccupé par les condamnations à la peine de mort prononcées par la Cour et j'espère que la Tanzanie va maintenir son moratoire sur la peine de mort. »

Zeid Ra'ad Al Hussein a appelé les autorités à empêcher les attaques contre les personnes atteintes d'albinisme dans tous les pays où elles se produisent, à traduire les coupables présumés en justice et à s'assurer que les réparations et la réhabilitation des survivants et de leurs familles soient considérées comme une priorité.

Il a déclaré que des attaques contre les personnes atteintes d'albinisme avaient également lieu dans d'autres pays africains, dont le Burundi où 19 meurtres de personnes atteintes d'albinisme ont été rapportés depuis 2008. L'élaboration d'une politique nationale destinée à promouvoir et à protéger les droits des personnes atteintes d'albinisme au Burundi a été proposée mais n'a pas encore été initiée.

Partout dans le monde, les personnes atteintes d'albinisme continuent à souffrir de discrimination et d'exclusion sociale, a indiqué le Haut-Commissaire, qui a exhorté les gouvernements à agir davantage pour les aider à mener une vie normale et productive.

Le Sri Lanka a une opportunité historique d'arriver à la réconciliation, selon Jeffrey Feltman



10 mars - A la suite d'une élection présidentielle réussie et d'une transition pacifique du pouvoir, le Sri Lanka a l'opportunité historique de s'engager avec succès sur le chemin de la réconciliation, a estimé mardi le chef des affaires politiques des Nations Unies, Jeffrey Feltman.

M. Feltman s'exprimait devant des journalistes au siège des Nations Unies à New York, après avoir effectué récemment une visite de quatre jours dans ce pays.

Selon lui, l'élection présidentielle du 8 janvier 2015 a montré la détermination de la population à participer à l'avenir du pays. Le scrutin opposait le Président sortant en poste depuis 2005 et candidat à un troisième mandat, Mahinda Rajapaksa, au candidat victorieux de la coalition de l'opposition, Maithripala Sirisena. Le Sri Lanka a connu une longue guerre civile, qui a pris fin en 2009.

« Les réunions et les discussions avec le gouvernement du Sri Lanka sont différentes de ce qu'elles étaient, ce qui nous conduit à de plus grandes attentes... Il y a eu des souffrances dans tout le Sri Lanka, chaque communauté a souffert et le processus de reddition des comptes doit répondre aux griefs dans le nord, mais aussi permettre que tout le monde au Sri Lanka ait le sentiment que ses préoccupations sont entendues », a expliqué le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques.

« J'encourage le gouvernement à prendre des mesures immédiates qui soient faisables, comme la libération des terrains

occupés par l'armée dans le nord », a-t-il expliqué.

Le gouvernement sri lankais a promis de s'impliquer dans la réconciliation devant le Conseil des droits de l'homme à Genève. Mais selon M. Feltman, il faut davantage que des mots.

Il a noté qu'il y avait toujours de la méfiance entre les parties prenantes et que celles-ci devaient travailler ensemble. Il a souligné le scepticisme rencontré, notamment dans le nord du pays, concernant la capacité du gouvernement à respecter ses engagements.

Il a dit que les Nations Unies étaient prêtes à fournir une assistance technique, si nécessaire. « C'est important pour la population du Sri Lanka », a-t-il déclaré.

Mali : un expert de l'ONU appelle les parties à tout faire pour conclure une paix durable



10 mars - Au terme de sa quatrième visite au Mali du 1er au 10 mars, l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali, Suliman Baldo, a exprimé de vives préoccupations face aux violations massives des droits les plus fondamentaux dont continuent à être victimes les populations dans les zones affectées par la guerre.

Faisant allusion à la fragilité de l'accord de cessation d'hostilité signé à Alger le 19 février, M. Baldo a déclaré que « les tensions créées par la situation actuelle de ni guerre ni paix encourageaient ceux qui ne s'intéressent pas à la paix à saboter les efforts en cours ».

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les attaques terroristes récentes qui ont causé cinq morts civiles à Bamako, et les tirs contre le camp de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) à Kidal et dont le bilan est de deux enfants et un militaire de la MINUSMA tués et plusieurs militaires onusiens blessés. « Ces attaques contre des civils et des installations de la MINUSMA sont condamnables et les auteurs doivent être identifiés et traduits devant la justice », a affirmé Baldo.

Les parties engagées dans le conflit au nord du Mali continuent à régulièrement violer les accords de cessation d'hostilité signés à Kidal et à Alger afin de renforcer et étendre leurs zones de contrôle, et pour renforcer leurs positions dans le processus de paix d'Alger, a déclaré l'expert.

« Les groupes armés extrémistes ou terroristes, qui ne sont pas signataires de ces accords, ont un intérêt évident à saboter tout processus pouvant aboutir au retour de la paix et de la stabilité au Mali », a-t-il ajouté. « Étant donné la complexité de ce conflit dont les multiples dimensions dépassent les frontières de Mali, les acteurs nationaux, à savoir, le Gouvernement malien, des Mouvements de la Plateforme et de la Coordination devront faire preuve de bonne foi et de confiance en ce moment crucial et œuvrer ensemble pour conclure la paix durable tant attendue par les populations du Mali ».

L'Expert indépendant a de nouveau insisté sur la nécessité de placer les victimes au centre de ce processus de paix et de réconciliation et de faciliter la participation des femmes dans ce processus. « La situation sécuritaire précaire qui prévaut au Nord du Mali a un impact très négatif sur la jouissance et la protection de tous les droits humains, notamment les droits civils, politiques, sociaux, culturels et économiques », a-t-il dit.

Selon lui, « toutes les parties prenant part au conflit ont commis de sérieuses violations, y compris des atteintes au droit à la vie, des disparitions forcées, des cas de torture, de violences sexuelles, d'arrestations et de détentions arbitraires, et des atteintes au droit à la propriété. Ces derniers mois, des communautés entières ont été forcées de se déplacer afin de se protéger de châtements collectifs imminents ».

Le retrait des autorités maliennes civiles de régions entières du Nord à la suite des événements de mai 2014 a laissé à la population un sens d'abandon quasi total. L'Expert indépendant s'est dit profondément préoccupé par le fait que la situation dans le nord du Mali s'était considérablement détériorée depuis sa dernière visite.

« En l'absence de magistrats et d'autres agents de la chaîne pénale, un climat d'impunité s'installe dans le Nord. Deux juges du Tribunal de la Commune trois de Bamako et un juge de Pôle anti-terroriste sont actuellement en charge des enquêtes sur les violations de droits de l'homme et du droit humanitaire international perpétrées depuis le début de la crise en 2012 », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, le risque pour les acteurs humanitaires œuvrant dans les régions du nord est très élevé à cause de fréquentes attaques armées et des actes de banditisme dirigés contre eux. Ces attaques, et l'usage fréquent de mines et d'engins explosifs improvisés par des groupes terroristes sur les axes routiers, continuent d'aggraver la crise humanitaire et d'entraver les mouvements des civils.

L'expert a conclu sa visite, au cours de laquelle il s'est rendu dans le nord du pays, notamment à Kidal et à Gao, par un appel à la communauté internationale afin qu'elle redouble ses efforts pour aider le Mali à sortir de cette situation et renforce la coopération technique pour le développement du pays.

Syrie : chute de l'espérance de vie et risque d'effondrement économique, selon un rapport



10 mars - Après quatre ans de conflit armé, la Syrie enregistre une chute de l'espérance de vie et un risque d'effondrement économique, selon un rapport du Centre syrien pour la recherche politique (SCPR) publié mardi avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Le rapport, intitulé « Aliénation et violence, rapport sur l'impact de la crise en Syrie », rappelle que près de 4 millions de Syriens se sont réfugiés hors des frontières de leur pays et que six autres millions ont été déplacés à l'intérieur de la Syrie.

Depuis le début du conflit, l'économie syrienne a perdu 202,6 milliards de dollars, sous forme de fuite des capitaux, de destructions de grande ampleur et de pillages. Cela a pour conséquence que le pays connaît un taux de chômage de 58% alors que 2,96 millions de personnes ont perdu leur emploi et que 12,22 millions de personnes à charge ont perdu leurs moyens d'existence.

Pour ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, 55% travaillent dans le secteur public. Cela a pour conséquence que quatre Syriens sur cinq vivent sous le seuil de pauvreté et que près des deux-tiers de la population survivent dans l'extrême pauvreté, souligne le rapport.

Dans les zones de conflit et les zones assiégées, les pauvres sont confrontés à la faim, à la malnutrition et même à la famine. La moitié des enfants d'âge scolaire n'ont pas été en classe au cours des trois dernières années, alors que de nombreux enfants ont été forcés de travailler ou ont été réduits à mendier et à faire les poubelles pour aider leurs familles à survivre.

Sur fond de désintégration sociale et de dégradation économique, les systèmes d'éducation, de santé et de sécurité sociale sont dans un état d'effondrement.

« Les opérations des agences humanitaires des Nations Unies, des organisations non gouvernementales ne sont pas en mesure de suivre l'augmentation croissante des besoins des pauvres et des déplacés », note le rapport.

Selon le rapport, il y a toutefois encore un espoir d'inverser cette tendance dévastatrice si le conflit peut être réglé rapidement grâce à un processus politique qui puisse restaurer un sentiment de sécurité et de bien-être.